

ENQUETE CPME

Conjoncture économique, inflation, prix de l'énergie, transition écologique (ZFE, véhicules électriques, ...)

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

CONJONCTURE ECONOMIQUE

- Au second semestre 2022, les dirigeants de TPE-PME interrogés portent un **avis mitigé sur l'évolution de la situation globale de leur entreprise**. 28 % d'entre eux constatent une amélioration par rapport au semestre précédent, tandis que 26 % observent une dégradation. Les résultats financiers des entreprises sont par ailleurs en léger repli par rapport aux années précédentes.
- En revanche, les prévisions pour le premier semestre 2023 sont nettement plus négatives. Les chefs d'entreprise sont plus nombreux à signaler une dégradation de leur situation (33 %) qu'une amélioration (20 %). Et **les indicateurs économiques plongent dans le rouge** : 36 % des dirigeants font état d'une diminution de leur chiffre d'affaires au premier semestre, ce qui se traduit, logiquement, pour 45 % d'entre eux, par une diminution de leur trésorerie.

INFLATION

- Sans surprise, **91 % des dirigeants de PME sont impactés par une hausse des prix** de leurs fournisseurs. 50 % d'entre eux indiquent qu'elle a eu pour effet d'accroître le prix de revient de plus de 10 %.
- Seul un quart (25 %), - contre un tiers lors de la dernière enquête CPME (de novembre 2022) - déclare ne pas reporter cette hausse sur ses prix de vente. Quant à ceux qui répercutent cette hausse, ils sont plus de la moitié (54 %) à subir une baisse des ventes.

FLAMBEE DES PRIX DE L'ENERGIE

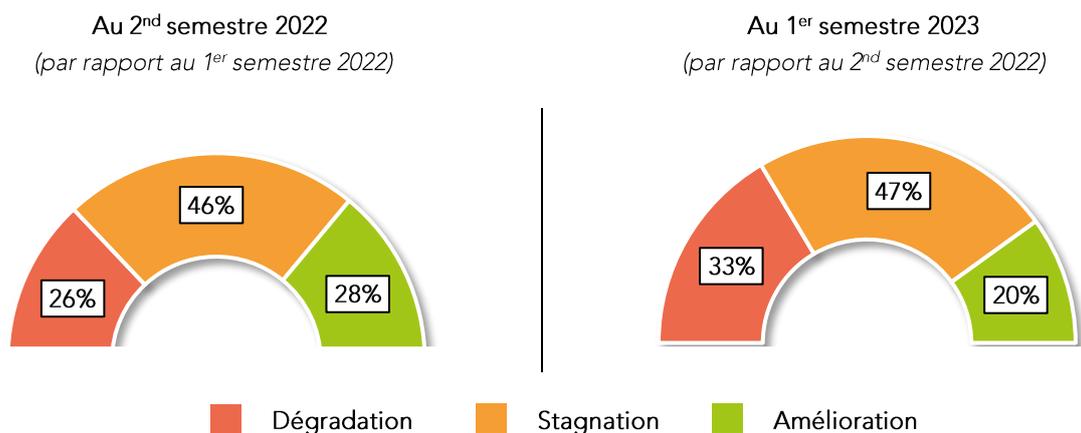
- **Pour 70 % des répondants, l'augmentation de la facture énergétique a des conséquences négatives sur la trésorerie de l'entreprise**. 61 % d'entre eux estiment, et c'est une bonne surprise, être suffisamment informés sur les dispositifs mis en place pour alléger leur facture énergétique. Malheureusement, cela ne suffira pas pour 6% d'entre eux qui « envisagent un arrêt définitif de leur activité du fait de la hausse du prix de l'énergie ». Cela n'est sans doute pas étranger à la hausse actuelle du nombre de défaillances.
- Pourtant, les entreprises ne sont que 28 % à envisager la « réalisation d'investissements pour réduire leur consommation énergétique », preuve, s'il en fallait, qu'elles ont besoin d'accompagnement financier.

TRANSITION ECOLOGIQUE

- 20 % des chefs d'entreprise affirment être concernés par la **mise en place des ZFE-m. Parmi ces entreprises, 4 sur 10 (41%) envisagent de renoncer à des marchés dans les zones concernées.** Quant aux entreprises continuant à travailler dans ces zones, plus du tiers d'entre elles (37%) répercutera les surcoûts engendrés sur ses factures. Les habitants des zones dites ZFE doivent donc s'attendre, eux aussi, à des difficultés pratiques et à des augmentations des coûts. Les pouvoirs publics seraient donc bien inspirés d'écouter nos alertes.
- Si 40% des dirigeants interrogés disposent d'un **véhicule électrique ou hybride** ou pensent en faire l'acquisition d'ici 2024, les tarifs des véhicules électriques et une autonomie considérée comme insuffisante restent les principaux freins pour ceux qui ne pensent pas en acquérir prochainement.

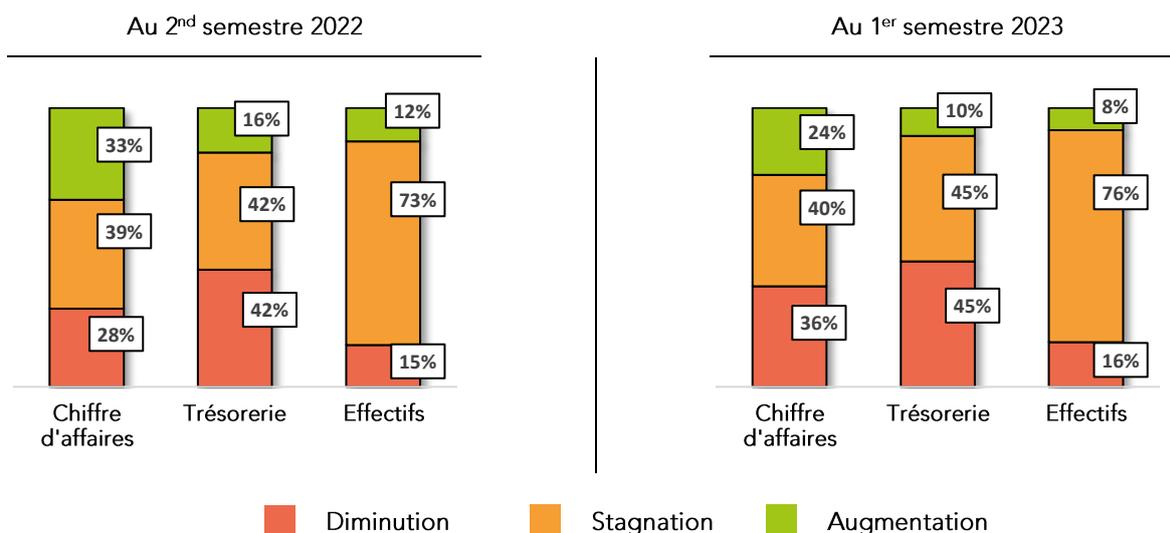
LA SITUATION DES ENTREPRISES SE DEGRADE EN 2023

Evolution de la situation globale des entreprises



Lecture (graphique de gauche) : 26 % des dirigeants interrogés font état d'une dégradation de la situation globale de leur entreprise au second semestre 2022 (par rapport au semestre précédent).

Evolution des indicateurs économiques (chiffre d'affaires, trésorerie, effectifs)



Lecture (graphique de gauche) : 28 % des dirigeants interrogés font état d'une diminution du chiffre d'affaires de leur entreprise au second semestre 2022 (par rapport au semestre précédent) et 36 % au premier semestre 2023.

Résultats financiers des entreprises

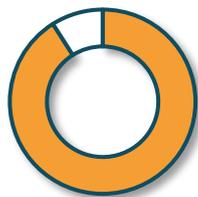
Part des entreprises déclarant un résultat positif au cours des exercices précédents :



Lecture : 74 % des dirigeants interrogés déclarent que leur exercice a été positif en 2022.

LES ENTREPRISES SONT DE PLUS EN PLUS IMPACTÉES PAR L'INFLATION

Impact de la hausse des prix sur les entreprises



91 %

des entreprises interrogées sont impactées par une augmentation des prix de leurs fournisseurs (y compris d'énergie).

► 90 % dans l'enquête CPME de novembre 2022.

Parmi ces entreprises impactées par l'inflation (soit sur 91 % du panel interrogé) :



50 %

déclarent qu'elle a entraîné une augmentation du prix de revient de plus de 10 %.

► 53 % dans l'enquête CPME de novembre 2022.



25 %

affirment ne pas reporter la hausse du prix de revient sur leur prix de vente.

► 31 % dans l'enquête CPME de novembre 2022.

Parmi les entreprises ayant répercuté (intégralement ou partiellement) la hausse du prix de revient sur leur prix de vente :



54 %

signalent une baisse des ventes liée à cette hausse de prix.

► 43 % dans l'enquête CPME de novembre 2022.

LE COUT DE L'ENERGIE FRAGILISE LA SANTE DES ENTREPRISES

Impact de l'augmentation des prix de l'énergie sur la trésorerie des entreprises



70 %

70 % des dirigeants interrogés déclarent que la hausse de la facture énergétique a des conséquences négatives sur la trésorerie de l'entreprise. Pour 19 %, d'entre eux, la dégradation est jugée très importante.

- Investissements en 2023



28 %

des dirigeants de PME souhaitent réaliser des investissements en 2023 en vue de réduire leur consommation énergétique.

- Poursuite ou arrêt de l'activité ?



6 %

des répondants envisagent un arrêt définitif de leur activité du fait de la hausse des prix de l'énergie.

▶ 9 % dans l'enquête CPME de novembre 2022.

- Niveau d'information des dirigeants sur les dispositifs d'aide



61 %

Six dirigeants sur dix (61 %) estiment être suffisamment informés sur les dispositifs mis en place par les pouvoirs publics pour alléger la facture énergétique.

LA TRANSITION ECOLOGIQUE DEMANDE ENCORE DES ADAPTATIONS

- Impact de la mise en place des ZFE-m



20 %

des chefs d'entreprise se déclarent concernés par la mise en place des ZFE-m.

Parmi ces dirigeants :

41 % devront renoncer à des marchés dans le périmètre des zones.

37 % veulent augmenter les prix pour compenser les surcoûts induits par l'accès à ces zones.

▪ Acquisition de véhicules écologiques

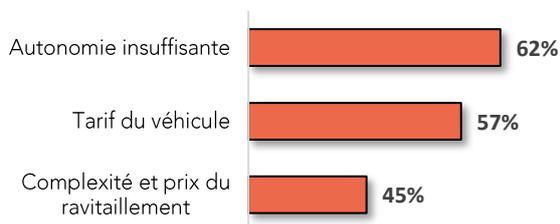
Seules les entreprises disposant d'un ou plusieurs véhicules automobiles ont été interrogées.



40 %

des dirigeants interrogés disposent d'un véhicule électrique ou hybride dans leur entreprise ou prévoient d'en acquérir d'ici 2024.

Principaux freins des dirigeants qui n'envisagent pas d'acquérir de véhicule électrique ou hybride :



METHODOLOGIE



Étude basée sur 1.528 réponses de dirigeants de TPE-PME

Les résultats de cette enquête sont définis sur la base de réponses volontaires. Un redressement des résultats par secteurs a été réalisé.



L'échantillon a été interrogé via l'envoi d'un questionnaire en ligne auprès des adhérents de la CPME.



L'enquête s'est déroulée du 5 au 23 avril 2023.

Icones réalisées par Freepik de www.flaticon.com